

« Vols de documents confidentiels, dégradations » : en Creuse, l'OFB porte plainte, la Coordination rurale dément

Publié

le 20/11/2024 à 16h40

Mis à jourMis à jour

le 20/11/2024 à 19h42

Manifestation de la coordination rurale 23 à Guéret, le 19 /11 /2024, photo Bruno Barlier OFB
© BARLIER Bruno

À Guéret, les locaux de l'OFB ont particulièrement été pris à partie, mardi 19 novembre, lors de la manifestation agricole. Des dégradations et des vols de documents officiels, ont été constatés. Ce que conteste la Coordination rurale.

La porte est brisée, les bureaux saccagés. Des débris en tout genre, bâches, bidons d'essence vides et du fumier jonchent le sol. Dans les locaux de l'Office français de la biodiversité (OFB), à Guéret, le moment est à la désolation pour les agents, ce mercredi, au lendemain des incidents.

Des documents officiels dégradés

Mardi, alors que la Coordination rurale manifestait, notamment pour s'opposer à l'accord UE-Mercosur, les établissements de la MSA et l'OFB ont été pris pour cible. « On passe un cap inédit dans la violence. C'est la stupéfaction. L'action symbolique d'une remorque déversée devant nos locaux s'est terminée par une intrusion en force », relate Didier Labat, directeur régional adjoint.

C'est du pur vandalisme. Nos quatorze agents à Guéret sont affectés. Il y a du mobilier, du matériel mais aussi des documents officiels qui ont été détruits et volés.

Didier Labat (Directeur régional adjoint de l'OFB)



La

Coordination rurale dans les bureaux de l'OFB.

Ce mercredi, les équipes locales de la police de l'environnement continuaient de nettoyer et faire le bilan des dégradations commises. « C'est du pur vandalisme. Nos quatorze agents à Guéret sont affectés. Il y a du mobilier, du matériel mais aussi des documents officiels qui ont été détruits et volés. » Parmi ces documents, des dossiers judiciaires, parfois en cours, seraient disparus lors du passage de la CR 23.

Une plainte déposée

Dans les rangs de la trentaine de manifestants, le choix de cette action est assumé et justifié. « La police de l'environnement ? Elle est trop stricte sur les contrôles. Les agents se prennent pour des cow-boys », ont-ils expliqué.

"Nous ne sommes pas venus armés, et encore moins de nuit. Nous voulions parler, personne n'y était. Nous avons seulement ouvert une porte. Celle des bureaux était vieillissante, elle s'est cassée lorsqu'on a posé des débris."

Florian Tournade (Président de la Coordination rurale 23)

Florian Tournade, président de la Coordination rurale de la Creuse, dément pourtant ces accusations. « Nous ne sommes pas venus armés, et encore moins de nuit. Nous voulions parler, personne n'y était. Nous avons seulement ouvert une porte. Celle des bureaux était vieillissante et fragile, elle s'est cassée lorsqu'on a posé des débris. Le vol de documents ? C'est totalement faux. »

La ministre de l'Agriculture réagit

Plus tôt dans la journée, ce mercredi, Anne Frackowiak-Jacobs, la Préfète de la Creuse, était venue à leur rencontre, pour entendre leurs doléances. Après les débordements survenus dans la foulée, elle a déclaré : « Je condamne, avec la plus grande fermeté, les intrusions et les dégradations commises à la MSA et à l'OFB. »

La ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, a également réagi face à la situation inédite. « Exprimer ses inquiétudes face au Mercosur comme l'ont fait pacifiquement les agriculteurs depuis dimanche est légitime. Je les comprends. Je me bats contre ce projet d'accord préjudiciable aux intérêts de la France. Jamais je ne tolérerai les atteintes aux personnes et aux biens, les dégradations, qui sont inacceptables. »

Dans un autre communiqué, la direction nationale de l'OFB a voulu rappeler : « Nos agents sont conscients des difficultés des agriculteurs et sont formés pour les prendre en compte. Nous ne pouvons pas accepter qu'ils soient mis en cause. Ils vérifient la bonne application des normes, simplement. »

Après la constatation des dégâts dans les locaux de l'OFB, la procureure de la République a été saisie d'une plainte.